

Convention collective
IDCC : 1885. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Côte-d'Or)
(1^{er} septembre 1995)
(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)
(Etendue par arrêté du 13 mai 1996,
Journal officiel du 23 mai 1996)

AVENANT N° 2012-01 DU 26 OCTOBRE 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1251369M
IDCC : 1885

Entre :

L'UIMM Côte-d'Or,

D'une part, et

La CFDT Côte-d'Or ;

La CFE-CGC Côte-d'Or ;

La CFTC Côte-d'Or ;

Le syndicat des métaux FO Côte-d'Or ;

La CGT Côte-d'Or,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le cadre de la négociation annuelle pour l'année 2012 portant sur les salaires dans les industries de la métallurgie de Côte-d'Or.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales garanties annuelles

Article 1.1

Barème des RMGA pour l'année 2012

Il est institué, à compter du 1^{er} janvier 2012, un barème des rémunérations minimales garanties annuelles définies à l'article 39.4 de la convention collective ci-dessus désignée.

Les rémunérations minimales garanties annuelles sont fixées pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I.

Il est rappelé que, conformément à l'article 39.4 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Côte-d'Or, il sera tenu compte, pour l'application des

rémunérations minimales garanties annuelles, « de l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 39.3 de la présente convention ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- indemnisation de l'astreinte ;
- versement régularisateur éventuellement dû au titre de l'année antérieure.

En application de ce principe, sont exclues de l'assiette de vérification :

- les sommes découlant de la législation sur l'intéressement et sur la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ».

Article 1.2

Ajustement de plein droit des RMGA en fonction de l'évolution du Smic au 1^{er} janvier 2013

Il est rappelé qu'au terme de l'article L. 3231-6 du code du travail, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) est révisé, *a minima*, au 1^{er} janvier de chaque année par décret pris par les pouvoirs publics.

Aussi, il est convenu qu'un ajustement de plein droit des RMGA sera réalisé dans l'hypothèse où certaines RMGA, applicables du fait du présent accord, se retrouveraient inférieures au montant du Smic tel que révisé au 1^{er} janvier 2013.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et valeur de point (VP)

La valeur du point est fixée à compter du 1^{er} novembre 2012 à 4,58 €.

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques définies à l'article 39.2 de la convention collective ci-dessus désignée pour les ouvriers, les administratifs, les techniciens et les agents de maîtrise des entreprises entrant dans son champ d'application, est applicable à compter du 1^{er} novembre 2012 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Ce barème figure en annexe II.

Il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul à la prime d'ancienneté définie à l'article 39.3.

Article 3

Calendrier de négociation

Compte tenu du fait que la négociation ayant permis d'aboutir au présent accord a pris fin le 26 octobre 2012, et compte tenu de l'insertion dans le présent accord de la clause d'ajustement de plein droit des RMGA en fonction de l'évolution du Smic au 1^{er} janvier 2013, les parties conviennent d'ouvrir la prochaine réunion de négociation territoriale de branche sur les salaires courant septembre 2013.

Article 4

Indemnité de panier

Les parties tiennent, par le présent accord, à rappeler les dispositions de l'article 39.8 de la convention collective, qui prévoit :

« Le personnel dont l'amplitude de travail est au moins égale à 7 h 30 dans un horaire tel que défini à l'article 34.1 bénéficie d'une indemnité de panier égale au double du montant horaire du minimum garanti institué par la loi du 2 janvier 1970.

La même indemnité est accordée au salarié qui, après avoir effectué dans la journée son horaire normal de travail, effectue exceptionnellement après 21 heures au moins 4 heures de travail. »

A toutes fins utiles, il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article L. 3231-12 du code du travail, le minimum garanti visé à l'article 39.8 susvisé est déterminé par décret pris par les pouvoirs publics. Depuis le 1^{er} juillet 2012, le minimum garanti est fixé à 3,49 € en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Article 5

Notification, formalités de dépôt et demande d'extension

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'UIMM Côte-d'Or, qui tiendra les organisations représentatives informées de l'état d'avancement de cette demande ainsi que de la décision des services centraux du ministre chargé du travail.

Fait à Dijon, le 26 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des rémunérations minimales garanties annuelles brutes (RMGA) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise au 1^{er} janvier 2012

Base horaire hebdomadaire : 35 heures de travail effectif.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	OUVRIERS Administratifs, Techniciens Agents de maîtrise	CATÉGORIE	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	O1	16 945		
	2	145	O2	16 995		
	3	155	O3	17 095		
II	1	170	P1	17 218		
	2	180		17 368		
	3	190	P2	17 585		
III	1	215	P3	18 103	AM1	18 103
	2	225		18 486		
	3	240	TA1	19 091	AM2	19 091
IV	1	255	TA2	20 263	AM3	20 263
	2	270	TA3	21 138		
	3	285	TA4	22 190	AM4	22 190
V	1	305		23 941	AM5	23 941
	2	335		25 567	AM6	25 950
		365		27 913	AM7	28 304
	3	395		29 026		29 283

ANNEXE II

**Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) des ouvriers, administratifs, techniciens
et agents de maîtrise applicable au 1^{er} novembre 2012**

Base horaire hebdomadaire : 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 4,58 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens		OUVRIERS				AGENTS de maîtrise		AGENTS de maîtrise d'atelier		
			RMH		Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
I	1	140	641,20		O1	641,20	32,06	673,26					
	2	145	664,10		O2	664,10	33,20	697,31					
	3	155	709,90		O3	709,90	35,49	745,40					
II	1	170	778,60		P1	778,60	38,93	817,53					
	2	180	824,40			824,40	41,22	865,62					
	3	190	870,20		P2	870,20	43,51	913,71					
III	1	215	984,70		P3	984,70	49,23	1 033,94	AM1	984,70	984,70	68,93	1 053,63
	2	225	1 030,50			1 030,50	51,52	1 082,03					
	3	240	1 099,20		TA1	1 099,20	54,96	1 154,16	AM2	1 099,20	1 099,20	76,94	1 176,14
IV	1	255	1 167,90		TA2	1 167,90	58,39	1 226,30	AM3	1 167,90	1 167,90	81,75	1 249,65
	2	270	1 236,60		TA3	1 236,60	61,83	1 298,43					
	3	285	1 305,30		TA4	1 305,30	65,26	1 370,57	AM4	1 305,30	1 305,30	91,37	1 396,67

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS				AGENTS de maîtrise		AGENTS de maîtrise d'atelier		
			RMH	Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
V	1	305	1 396,90					AM5	1 396,90	1 396,90	97,78	1 494,68
	2	335	1 534,30					AM6	1 534,30	1 534,30	107,40	1 641,70
	3	365	1 671,70					AM7	1 671,70	1 671,70	117,02	1 788,72
		395	1 809,10							1 809,10	126,64	1 935,74

Pour chacune des filières administratifs et techniciens, ouvriers, agents de maîtrise et agents de maîtrise d'atelier, les RMH à retenir pour servir de base de calcul à la prime d'ancienneté sont celles apparaissant en gras.